

Réhabilitation de l'ex-président Cyprien Ntaryamira du Burundi

PANA, 06/04/2009 Bujumbura, Burundi - La célébration, lundi, du 15^{ème} anniversaire de la mort de l'ex-président du Burundi, Cyprien Ntaryamira, a donné lieu à des cérémonies officielles aux allures de réhabilitation de cet homme d'Etat resté longtemps dans les oubliettes de l'histoire tragique du pays sous les régimes précédents. Les mémoires les plus respectées et célébrées au Burundi étaient jusque-là celles de l'ancien président Melchior Ndadaye, en tant que "Mère de la démocratie", et du prince Louis Rwagasore, en sa qualité de "Héros de l'indépendance nationale".

Dans le cas de feu Cyprien Ntaryamira, le jeune régime du président Pierre Nkurunziza, aura, lui aussi, mis trois années pour le réhabiliter en déclarant une "journée de deuil national" à chaque anniversaire de l'illustre disparu. Des mauvaises langues y ont cependant vu des "calculs électoralistes", dans un pays où aucun geste du pouvoir n'est donné pour "gratuit", à l'approche des consultations populaires de 2010. L'orphelin président n'aura présidé, en tout et pour tout, aux destinées du Burundi que pendant deux mois avant de disparaître tragiquement, en même temps que son homologue rwandais, Juvénal Habyarimana, dans un attentat d'avion au dessus de Kigali, dans la soirée du 6 avril 1994. Le président Ntaryamira avait pourtant voyagé à bord d'un avion personnel pour se rendre à Arusha, en Tanzanie, pour prendre part à un sommet régional sur la crise sociopolitique qui prévalait à l'époque au Burundi. On ignore aujourd'hui encore les raisons qui l'ont poussé à fausser compagnie à sa suite pour s'embarquer dans le Falcon de son homologue rwandais. A l'époque des faits, Kigali, la capitale rwandaise, était assiégée par la rébellion du Front patriotique rwandaise (FPR) et certaines spéculations continuent à faire croire que le président Habyarimana aurait voulu utiliser son homologue burundais comme "bouclier humain". L'ambassadeur du Rwanda au Burundi, Janvier Kanyamashure, a organisé, lundi, une conférence de presse à Bujumbura pour réitérer la demande du pouvoir en place à Kigali aux Nations unies de diligenter une enquête "neutre" destinée à mettre fin aux spéculations et faire toute la lumière sur les circonstances exactes de l'attentat. Les Nations unies disposaient sur place de milliers de casques bleus avant de les retirer en catastrophe, au début du génocide rwandais de 1994. Les regards sont, pour le moment, tournés du côté de la justice française qui s'est saisie du dossier en émettant des mandats d'arrêt internationaux contre une dizaine de hauts responsables politico-militaires du régime en place à Kigali. Un pilote et des mécaniciens français du Falcon présidentiel rwandais ont également péri dans l'attentat de Kigali, ce qui explique en grande partie l'intérêt de la justice française pour le dossier.